

## Grand débat: "ça va poser un problème" si les jeunes ne s'expriment pas (Philippe)

Juvisy-sur-Orge, 31 janv. 2019 (AFP) -

Le Premier ministre Edouard Philippe a encouragé jeudi à Juvisy-sur-Orge les jeunes à participer au grand débat, estimant que "ça va poser un problème s'il y a pas (cette) tranche d'âge qui s'exprime".

"Il y a beaucoup de gens qui ont envie de participer, de dire des choses, mais jusqu'à présent, il y a eu assez peu de participation de votre tranche d'âge", a relevé le Premier ministre en rencontrant sur une péniche une vingtaine de jeunes en service civique âgés de 18 à 24 ans.

"C'est pas grave si c'est juste le début, mais ce serait grave si dans un grand débat qui doit servir à formuler ce que les Français veulent pour la suite, ceux qu'ils ne veulent pas (...), ça va poser un problème s'il y a pas votre tranche d'âge qui s'exprime", a estimé Edouard Philippe.

Le Premier ministre était accompagné pour cette visite surprise d'Emmanuelle Wargon, une des deux ministres en charge du débat, et du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation Gabriel Attal.

La rencontre d'environ une heure et demie autour des thèmes de la transition écologique et de la démocratie et la citoyenneté était organisée par l'association Unis-Cités, qui encourage le service civique.

"J'ai l'impression que la jeunesse c'est un angle mort du grand débat", avait déjà relevé mercredi le Premier ministre sur France Inter.

"Il y a une vraie demande, et que donc on peut se dire qu'il faut la prendre en compte", a réagi Edouard Philippe à propos d'une proposition de l'un de ces jeunes sur la meilleure prise en compte du vote blanc.

"Mais imaginez qu'on arrive à un système dans lequel celui qui gagne dans un face-à-face va être élu avec 45% (...), ça pose un sujet sur la légitimité des élections et de leurs résultats", a-t-il mis en garde.

Il a également interrogé l'assistance sur la question du vote obligatoire, estimant intéressant de "lier les deux", et jugeant pour sa part que le vote n'est pas seulement un droit mais un "devoir civique".

are-el/ib/mm

Afp le 31 janv. 19 à 14 53.